

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN

RG N°1031/2019

JUGEMENT DE DEFAULT DU 07/06/2019

La Banque internationale pour le  
Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire  
(BICICI)

(Maître NANGO-KOUASSI Marie Laure)

Contre

Monsieur N'GUESSAN KOFFI STEPHANE  
GUSTAVE

DECISION

DEFAULT

Reçoit la BANQUE INTERNATIONALE  
POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE  
LA COTE D'IVOIRE dite BICICI SA en son  
action;

L'y dit cependant mal fondée en l'état;

L'en déboute en l'état;

La condamne aux dépens de l'instance.



AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 07 JUIN 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience  
publique ordinaire du vendredi 07 Juin 2019 tenue au  
siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

**Madame AMON AFFOUA PAULINE** épouse N'DRI,  
Président;

**Messieurs KOKOGNY SEKA VICTORIEN, AKA  
GNOUMON, BEDA MARIUS, et OUATTARA  
LASSINA**, Assesseurs;

Avec l'assistance de **Maître KEITA NETENIN**, Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause  
entre :

**La Banque Internationale pour le Commerce et  
l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI)** ; Société  
anonyme au capital de 16.666.670.000 FCFA,  
immatriculée au registre du commerce et du crédit  
mobilier d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-1962-B-547,  
dont le siège social est sis à Abidjan-Plateau, avenue  
Franchet d'Espérey, 01 BP 1298 Abidjan 01, Tél : 20 20  
16 00/ Télécopie : 20 20 17 00, représentée par son  
Directeur Général **Monsieur Jean Louis MENANN  
KOUAME**, de nationalité Ivoirienne;

Laquelle a élu domicile à l'Etude de **Maître NANGO-  
KOUASSI Marie Laure**, Avocat à la Cour d'Appel  
d'Abidjan, demeurant à Cocody II Plateaux, quartier  
SICOGI Las Palmas, 06 BP 1540 Abidjan 06, Tél : 22  
42 76 16 ; 07 67 69 20 ; Email :  
cabinetnangokouassi@gmail.com;

Demanderesse;

D'une part ;

**Monsieur N'GUESSAN KOFFI STEPHANE  
GUSTAVE**, né le 16/11/1974 à Cocody, de nationalité  
Ivoirienne, Publicitaire, domicilié à VALDOYEN 2 CDY  
IM ARIANE Cocody, 06 BP 1344 Abidjan 06, Tel : 07 21  
19 48 ;

Défendeur;

D'autre part ;

Enrôlée le 19/03/2019 pour l'audience du 22/03/2019, L'affaire a été appelée et le Tribunal a ordonné une instruction confiée au Juge KOKOGNY Séka Victorien. La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 638/2019. Après l'instruction, la cause et les parties ont été renvoyées à l'audience publique du 03/05/2019. A cette date l'affaire a été mise en délibérée au 17/05/19; Puis en délibérée prorogée au 07 Juin 2019 ;

Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré ;

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 12 mars 2019, la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE dite BICICI SA, a fait servir assignation à Monsieur N'GUESSAN KOFFI STEPHANE GUSTAVE, d'avoir à comparaître le 22 mars 2019 devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan pour s'entendre :

- Condamner à lui payer la somme de 13.465.627 FCFA au titre du solde débiteur de son compte;
- Condamner aux entiers dépens de l'instance;

Au soutien de son action, la BICICI expose qu'elle a accordé, à son client, Monsieur N'GUESSAN KOFFI STEPHANE GUSTAVE un prêt bancaire dont le montant n'est pas précisé;

Elle ajoute qu'aux échéances convenues, le défendeur n'a pu rembourser les sommes empruntées ;

Elle relève que toutes les réclamations amiables par elle initiées pour obtenir le remboursement de sa créance se sont révélées infructueuses ;

Elle indique qu'étant dans l'impossibilité de le localiser et de rentrer en contact avec lui, elle lui a adressé à mairie, le 06 mars 2018, des exploits de notification de lettre de clôture juridique de compte, de mise en demeure et de tentative de règlement amiable mais ces différents courriers sont restés sans suite ;

Elle mentionne qu'à ce jour sa créance à l'égard du défendeur s'élève à la somme de 13.465.627 FCFA ;

Elle sollicite sa condamnation à lui payer ledit montant;

Le défendeur n'a ni comparu ni conclu ;

## **DES MOTIFS**

### **EN LA FORME**

#### **Sur le caractère de la décision**

Le défendeur n'a pas été assigné à personne et la preuve de sa connaissance de la présente procédure n'est pas rapportée au dossier ;  
Il y a lieu de statuer par décision de défaut ;

#### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier et dernier ressort ;

### **Sur la recevabilité de l'action**

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il y a lieu de la recevoir ;

### **AU FOND**

#### **Sur la demande en paiement**

La BICICI sollicite la condamnation de Monsieur N'GUESSAN KOFFI STEPHANE GUSTAVE au paiement de la somme de 13.465.627 FCFA au titre du solde débiteur de son compte;

*Aux termes de l'article 1134 du code civil, « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise.*

*Elles doivent être exécutées de bonne foi » ;*

Il en découle que le contrat est la loi des parties, lesquelles sont tenues d'exécuter leurs engagements à moins de bénéficier de causes d'exonération légales ou conventionnelles ;

La créance dont le recouvrement est sollicité résulte d'un prêt consenti par la banque à son client et qui n'a pas été intégralement remboursé;

Le tribunal constate que le relevé de compte chèque du défendeur produit au dossier mentionne à la page N°6, un solde débiteur de 12.059.513 FCFA alors que le montant réclamé s'élève à la somme de 13.465.627 FCFA;

La BICICI réclame outre le solde débiteur, le paiement d'autres rubriques sans fournir le mode de calcul desdits montants et sans expliquer les raisons pour lesquelles ceux-ci ne sont pas inclus dans le solde débiteur;

Il s'ensuit que cette demande de la société BICICI n'est pas justifiée de sorte qu'il convient de la déclarer mal fondée en l'état et de l'en débouter en l'état ;

### Sur les dépens

La société BICICI succombe ;  
Il y a lieu de la condamner aux dépens ;

### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut, en premier et dernier ressort ;

Reçoit la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE dite BICICI SA en son action ;

L'y dit cependant mal fondée en l'état ;

L'en déboute en l'état ;

La condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier.

N° 001: 00282824

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

17.01.2019

REGISTRE A. J. Vol. 45 F° 56  
N° 158 Bord 440/32

REÇU : Dix huit mille francs  
Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre

